

TOUT PERSONNEL

AOUT 2011 N°71

Contre l'austérité, Une seule réponse : la mobilisation interprofessionnelle !

Le Premier ministre, François Fillon, a dévoilé son plan de «réduction des déficits publics». Il l'a présenté comme un plan visant à l'équité... Alors qu'il s'agit seulement de rassurer les marchés financiers et de conforter la triple notation « AAA », notre « trésor national », comme dit Alain Minc, proche conseiller de Nicolas Sarkozy !

Or, l'accroissement de la dette publique est le produit des cadeaux fiscaux faits aux ménages les plus aisés et aux entreprises, en particulier les plus grandes, ainsi que le résultat des mesures prises pour juguler la crise financière et la récession qui s'en est suivie, crise dont la population n'est absolument pas responsable !

L'équité aurait conduit à changer d'orientation en matière de politique économique, à tourner le dos à une politique fiscale de plus en plus injuste, aux exonérations fiscales et sociales qui profitent à la minorité la plus favorisée de ce pays, les actionnaires, les rentiers, les patrons...

Il n'en est rien : ce plan de rigueur touchera essentiellement la majorité de la population tant par les mesures annoncées que par les réductions de dépenses publiques prévues !

Une taxe exceptionnelle est prévue pour les très hauts revenus : 200 millions d'euros de recettes. C'est à comparer au cadeau de 1,8 milliard d'euros lié à la réforme de l'impôt sur la fortune, et au taux d'imposition des sociétés du CAC 40 qui dans les faits n'est que de 8 % (voire beaucoup moins avec les différents mécanismes). Rappelons aussi que la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu est tombé de 65 % à 41 % en 20 ans...

Les niches fiscales seront rabaissées très à la marge alors que ce sont 75 milliards d'euros qui sont perdus chaque année pour les recettes publiques sans que ces niches présentent, pour l'essentiel, une quelconque efficacité sociale... A cela s'ajoute une très légère augmentation des prélèvements sociaux sur les revenus du capital (12,3% à 13,5%), mais on reste loin d'une taxation identique aux revenus du travail...

Les heures supplémentaires sont désormais intégrées dans l'ensemble des allègements de cotisations sociales jusqu'à 1,6 fois le SMIC : pourtant cette exonération reste contre-productive pour l'emploi et profondément inégalitaire. Cette défiscalisation ne profite pas aux salariés non imposables...

La hausse des taxes sur les assurances complémentaires de santé sera répercutée sur les assurés sociaux.

L'augmentation du tabac, (6% en 2011 plus 6% en 2012), des alcools forts et des boissons sucrées pèsera directement sur le budget des ménages.

Ajoutons que le Premier Ministre a joué sur le registre de l'autosatisfaction, se félicitant des « réformes » menées sur les retraites, la RGPP (Révision générale des politiques publiques) et la suppression des 130 000 emplois de fonctionnaires... toutes des mesures particulièrement injustes ! Pour lui, il faut poursuivre cette politique pour maintenir la bonne note de la France sur les marchés financiers !

Cette politique a des conséquences sociales néfastes pour la grande majorité des salarié-es, des chômeurs/chômeuses, des jeunes, des retraité-es, des précaires. Elle va encore aggraver la casse des services publics et accélérer la récession économique. Il est donc urgent de construire un rapport de forces pour imposer une nouvelle politique fiscale permettant de répondre aux besoins sociaux, notamment en matière d'emploi, de salaire, de protection sociale... et qui mette fin à la soumission aux marchés financiers !

C'est avec cet objectif que l'Union syndicale Solidaires a proposé que l'intersyndicale nationale décide rapidement d'une date de grève et de manifestation dès la rentrée, comme première étape d'une lutte prolongée stoppant la spirale infernale de l'austérité.